

## « Faire vivre et renforcer le PCF »

*Malakoff, 21 mars 2009*

Le 21 mars 2009, 155 militants, responsables de cellules, de sections, de fédérations du PCF, venant de 29 départements se sont réunis à Malakoff à l'invitation de 17 membres du Conseil national du PCF, signataires du texte alternatif du 34<sup>ème</sup> congrès « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps ».

L'immense succès de la journée nationale de grève et de manifestation du 19 mars a été au cœur des discussions. Pour tous les participants, il a souligné à nouveau la nécessité du PCF, outil politique indispensable pour dégager une perspective politique de rupture avec la politique au service du capital, au moment où la crise met en évidence la nocivité et les limites du système capitaliste.

Après son 34<sup>ème</sup> congrès, le PCF reste à la croisée des chemins.

Un mouvement de fond s'est manifesté parmi les communistes. Ils ont exprimé sans ambiguïté leur volonté de défendre l'existence de leur parti. Ils ont mis en échec, une nouvelle fois après l'Assemblée extraordinaire de décembre 2007, le projet de « métamorphose ».

L'opposition à la poursuite de la stratégie d'abandon de l'identité communiste du PCF que des militants et des organisations du parti ont portée avec le texte alternatif y a fortement contribué. Lors du vote d'octobre, il est arrivé en tête dans cinq fédérations : Pas-de-Calais, Nord, Tarn, Haute-Saône, Ardennes, dans de nombreuses sections.

Dans le même temps, malgré les désaveux successifs, la direction sortante est parvenue à rester à la tête de l'appareil du Parti. Le Comité exécutif national est presque intégralement composé de partisans de la « métamorphose » ou du dépassement du PCF.

On doit constater que cette stratégie est toujours à l'œuvre.

Loin d'être une simple alliance électorale, le Front de gauche, accord de sommet imposé unilatéralement pour les élections européennes, poursuit l'effacement du PCF et tente une recomposition politique « à gauche » éliminant, dans les faits, le Parti communiste, suivant l'exemple du Parti de la gauche européenne (PGE) et de plusieurs de ses composantes.

A peine le congrès passé, la direction remet à l'ordre du jour les « transformations » du Parti qui viennent d'être rejetées.

La ligne de la direction du Parti tourne le dos à l'exigence d'alternative politique immédiate qu'expriment les luttes en France. Elle restreint la perspective politique à des enjeux strictement institutionnels et électoralistes, en fin de compte, à une simple alternance en 2012.

Le mirage de la « réorientation de l'UE » sert à faire passer une ligne réformiste, de résignation, d'adaptation à l'intégration capitaliste européenne.

Cette situation place les militants qui ont porté le texte alternatif devant de nouvelles responsabilités.

La préparation du congrès a permis de marquer des points localement, de nouer de nouveaux liens nationalement entre des organisations du PCF déterminées à ne plus laisser faire. 19 signataires du texte ont été élus, malgré les entraves, au Conseil national.

La situation du Parti comme la situation du pays rendent nécessaire de passer à un autre stade de coordination et d'organisation nationales.

Il doit apparaître beaucoup plus visiblement, dans le PCF comme dans le monde du travail, que le Parti communiste français ne se réduit pas à la ligne d'abandon de sa direction actuelle. Les communistes, leurs organisations ont besoin de moyens nouveaux pour revitaliser et reconquérir leur parti.

A cette fin, les participants à la rencontre de Malakoff prennent la décision de constituer officiellement un réseau national dénommé « Faire vivre et renforcer le PCF », comme les statuts du Parti le prévoient.

Son expression, son action s'adressent à tous les membres du PCF, à tous les communistes.

Dans la suite du texte alternatif du congrès, elles entendent réaffirmer l'actualité des fondamentaux théoriques, marxistes, du PCF, l'importance cruciale de l'organisation communistes dans la lutte des classes, proposer de redonner un nom, enfin, à la perspective que doit porter notre parti : le socialisme.

Le Réseau se fixe comme objectif de rendre visible nationalement cette option, qu'il juge indissociable de la raison d'être du PCF.

En cohérence, il se fixe comme objectif de favoriser l'échange d'expériences et de matériel militants entre organisations du PCF, d'aider à leur renforcement, à la revitalisation de cellules, de sections, notamment à l'entreprise, de faire adhérer au PCF, de permettre aux communistes de sortir de leur isolement. Il se propose aussi d'impulser des actions nationales conformes à l'engagement communiste.

A cette fin, il se dote d'un collectif national de coordination de 21 membres, responsables d'organisations du PCF dans différentes régions\*.

Dans la période qui s'ouvre, les participants à la réunion estiment que la priorité politique est de contribuer, par la proposition et l'action, à une perspective de rupture immédiate avec la politique au service du Medef, basée notamment sur la défense des salaires et l'exigence de leur revalorisation, l'interdiction des plans de licenciement, la défense et la reconquête de la protection sociale, celles des services publics nationalisés, l'appropriation publique du secteur financier, des principaux moyens de production... pour un développement économique partant de la satisfaction des besoins des travailleurs et de l'ensemble de la population.

Dans le contexte des élections européennes, refusant tout effacement du Parti, le Réseau contribuera à alimenter une campagne communiste revendiquée comme telle dans la suite de la campagne des communistes lors des référendums de 2005 et de 1992, contre « le projet de constitution européenne », le traité de Maastricht, le traité de Lisbonne et l'intégration dans l'UE du capital qu'ils tentent d'imposer aux peuples.

Le Réseau « Faire vivre et renforcer le PCF » fait une priorité de l'action des communistes pour la paix, notamment pour le retrait unilatéral de la France de l'OTAN, de la solidarité avec les partis communistes et ouvriers du monde, contre l'impérialisme, pour l'internationalisme.